

279 LMO 13/3
(1941-1945)

Dossier d'agents arrêtés par les autorités Allemandes
pour différents motifs

W à Z

(See)

D. 1873

Wailiez, André.
(Von Supin, Ponthieu)

S.N.C.F.

Région d

u Nord

enseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la
S.N.C.F. par les autorités d'occupation.

Région du Nord

21 OCT 1943

Services Administratifs
16, Rue de Dunkerque, Paris
Tél. 48-65-40

Nom

Prénoms

WAILLIEZ

Grade à la S.N.C.F.

André Paul

Résidence de service

Aide-ouvrier ajusteur auxiliaire

Date d'entrée à la S.N.C.F.

Dépôt de Valenciennes

Date et Lieu de naissance

2/4/43

Domicile civil

1/1/22 à CURGIES

Situation de famille

41 route Nationale à CURGIES

Qualités professionnelles

Célibataire

Services militaires

(grade, campagnes, citations,
blessures)

Affiliation politique (s'il y a
lieu)...

Date de l'arrestation

Motif de l'arrestation

11/10/43

Condamnation

1. la suite du déchargement de machines dans

Date, tribunal, motifs

libéré le 11 octobre 1943

Eléments de toute nature suscep-
tibles de justifier un recours
en grâce

Lieu d'internement

Nom du défenseur

Prison de la Commandantur de Valenciennes

D. 18-73

*SEP au Directeur
de l'Instruction*

21 OCT 1943

Signé : CAMBOURNAC

S. 1873

(see)

att

Wallart, Andrie.

Von Bayard. Hédoué. Pallyn. Jules et Paul.

S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation



Nom : WALLART
Prénoms : André
Grade à la S.N.C.F. : Auxiliaire V.B.
Résidence de service : Ebblinghem
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 2 mars 1943
Date et lieu de naissance : 6 juillet 1921 à Renescure (Nord)
Domicile civil : Ebblinghem (Route Nationale Nord)
Situation de famille : Célibataire Marie
Qualités professionnelles :
Services militaires :
(grade, campagnes, citations, blessures)
Affiliation politique (s'il y a lieu) :
Date de l'arrestation : 18 août 1944
Motifs de l'arrestation : Suite à un acte de sabotage survenu dans la nuit du 17 au 18 août entre les gares d'Ebblinghem et Hazebrouck.
Condamnation :
Date, tribunal, motif :
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :
Lieu d'internement : Lille O.F.K.
Nom du défenseur :

Retouré en France le 23 mai 1945
S.C.F. avisé par Bordereau collectif.
(lettre docteur Comteaux R. de) le
29 juin 1945.

D. 1873
SCP M. D. M.
Le Directeur
26 SEPT 1944
Signé: OUDOT

- 2 MARS 1945

SAN 24 FEV 45

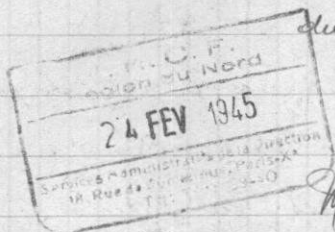
M. Warkemaken

Obblichheu, le 21 février 1945

Monsieur le Directeur

du Bureau Central de la S.N.C.F.

à Paris



Monsieur,

Permettez-moi d'attirer votre bienveillante attention sur mon cas.

Mon mari, garde nuit à la 3^e division, fut enlevé, à son travail, par les allemands par suite du déraillement d'un train de marchandises qui se produisit dans la nuit du 1^{er} Août 1944 à quelques 3 kilomètres du lieu de sa cabine. Depuis lors je suis sans nouvelles de lui et sans ressources, je ne perçois aucun secours et la S.N.C.F. ne me verse aucun paiement.

Aussi je me suis permise de vous écrire pour vous signaler la triste situation dans laquelle je me trouve et vous demander si dans ce cas la S.N.C.F. ne pourrait intervenir et m'octroyer une partie de la solde de mon mari.

EXPED 3

M

Je me suis adressée plusieurs fois déjà au chef
de District de S'omer pour lui demander d'intervenir
en ma faveur, mais jamais je n'ai eu de réponse.

J'ose espérer qu'il vous sera possible de m'accorder satisfaction, et dans cette attente je vous prie d'agréer Monsieur, mes respectueuses salutations.

M^{me} Jb. Wallart

Madame André Wallart

place de la gare
à Ebblinghem (Nord)

S.N.C.F.
RÉGION du NORD
DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

28 FEV 1945

Transmis à M. le Chef
du Service V. B.

DR. N2. 41-D 1873

3 MAR 1945

B2 pour application immédiate des notes P 1259
remarque
du 8-11-44 et P 1271 du 13-11-44 du S.C.P. et
compte-rendu.

A { M^{me} Wallart André parle de son "mari". Or votre
notice du 25-9-44 signalait et auxiliaire comme étant
célibataire. Pourriez-vous faire éclaircir cette divergence?

Le Directeur

J'attire votre attention sur (M) Fhcom

ISAM 26 FEB 1945

Edlingham, le 21 février 1945

Monsieur le Directeur

Des Bureau Central de la S.N.C.F.

à Paris

21 FEB 1945

Monsieur,

Permettez-moi d'attirer votre attention sur mon cas.

Voilà moi, après avoir été à la 8^e Division, j'ai été à Paris, par les Allemands par suite des détails de mon travail de nuit de charbonnier chez le producteur de la nuit du 1^{er} Août 1944 à quelques kilomètres de la Seine de la capitale. Depuis lors je suis sans nouvelles de lui et sans nouvelles, je ne perçois aucun paiement et la S.N.C.F. ne me verse aucun appointement.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si je puis vous adresser la liste des personnes qui ont été affectées à la S.N.C.F. ne pourrais-je pas intervenir d'une manière quelconque.

M

Je me suis adressé plusieurs fois au Chef de District de S^t Omer pour lui demander d'intervenir en ma faveur, mais jamais je n'ai eu de réponse.

Je prie de vous en faire part, si possible de m'accorder satisfaction, et dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur, mes respectueux salutations.

Monsieur H. Wallart

Monsieur le Directeur

Monsieur le Directeur

Monsieur le Directeur

S.N.C.F.
RÉGION DU NORD
DIRECTION DE L'EXPLOITATION
SERVICES COMMERCIAUX

DR. N2.41-D 1873

28 FEB 1945

Transmis à M. le Chef du Service V.B.

Pour application immédiate des notes P1259 du 8-11-44 et P 1271 du 13-11-44 de S.C.P. et compte-rendu.

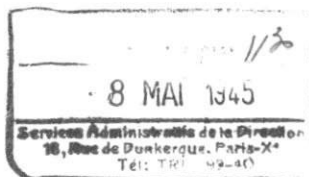
Monsieur Wallart André parle de son mari. On voit qu'il a été signalé et militaire comme étant militaire. Indiquant une faiblesse certaine cette divergence.

J'attire votre attention sur M

Signé : HEBERT

Région NORD

Service de la Voie
et des Bâtiments



RL.

PARIS, le 7 mai 1945

VB/N GP B²

2
8
Monsieur le Directeur,

Suite à la correspondance ci-jointe concernant M^{me} WALLART
Andrée, femme d'un auxiliaire d'Ebbilinghem, qui a été arrêté par
les Allemands le 18 Août 1944.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il a été payé le 15 mars
1945 à M^{me} WALLART une somme de 10 202^f à titre d'allocation pour
la période du 18 Août 1944 au 15 février 1945. Elle reçoit
désormais une allocation mensuelle égale aux 3/4 de la rémunération
de son mari.

M (Par ailleurs, le Chef du 4^e Arrondissement V.B. m'a fait
connaître que M^{me} WALLART n'est allée trouver qu'une seule fois
le Chef de district, qui l'a invitée à patienter en l'avisant
que sa situation était à l'examen pour décision.

A (Enfin, et comme suite à votre remarque sur votre transmission
du 28 février 1945 de la lettre de M^{me} WALLART, je vous informe
que c'est par erreur que nous avons indiqué sur la fiche de rensei-
gnements fournie le 29 Août 1944 que cet auxiliaire était céliba-
taire, alors qu'il est marié. J'ajoute que le ménage n'a pas
d'enfant.

16 MAI 1945

15-5-45

M. Terny

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

M^{me} Wallart a maintenant
satisfaction.

En outre les points M et A ont été éclaircis.
Je vous propose de classer.

W. Terny

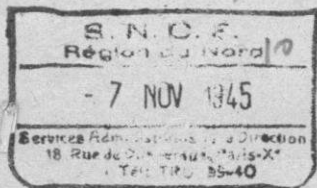
oui
85-1

3/11/45
M. le Directeur

Pour les motifs mis en avant
par le Service V.B., vous serez
vraisemblablement d'avis
d'accorder le secours de 3.000⁺
proposé.

Cet auxiliaire pourrait ainsi
attendre le résultat de ses
démarches en vue de recevoir les
prestations des Assurances sociales.

Amélie



D. 1873

D.R.²

cl

Walle, Joseph

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

S.N.C.F.
RÉGION du NORD

EXPLOITATION

- 1 JUIN 1941

Le

30 JUIN 1941 19

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS18, Rue de Dunkerque
PARIS - X^eTél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAFERNORDMonsieur le Chef des
Services Administratifs de la
Direction de l'Exploitation

EX.N.gp.4 A/4

D.11.254

Arrestation par
l'Autorité Allemande

L'homme d'équipe WALLE, Joseph, de Béthune-Rivage, a été mis en état d'arrestation ainsi que sa famille (femme, fils, 20 ans, fille 14 ans) le 18 Juin 1941 et d'après certains renseignements de source officieuse cette mesure prise par les Autorités d'occupation se rapporterait à une question d'espionnage.

Je vous tiendrai au courant de la suite de cette affaire et vous adresserai incessamment la fiche de renseignements prévue par la lettre P.5329 en date du 15 Mai 1941 du S.C.P.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*1/VI 41
noter
et
atta pour
spécial au
SCP*

*21 VII 41
enlamer P XVIII*

[Signature]

Copie pour Monsieur le Chef des Services
22 Administratifs de la Direction de l'Exploitation

Suite à lettre même référence du
30 Juin 1941.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

Delannoy

15 OCT 1941

EX.N.g.p. 4 A/4
D.11.254

Arrestation par les
Autorités Allemandes

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation de D O U A I

L'Homme d'Equipe WALLE, Joseph, de
BETHUNE-RIVAGE, dont vous m'avez signalé l'ar-
restation par les Autorités Allemandes le 18
Juin 1941 est-il toujours absent de son service
pource motif?

*16/10/41
Lumant*

Les membres de sa famille qui ont été mis
en état d'arrestation à la même date n'ont -ils
pas été libérés?

Je vous serais obligé de me communiquer
les renseignements que vous aurez pu recueillir
sur cette affaire.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé: DELANNOY

COPIE.

S. N. C. F.

Région du NORD

EXPLOITATION

5ème Arrondissement

P.N°5/3

EX.N.gp.4A/4

D.11.254

Arrestation par les
Autorités allemandes

DOUAI, le 23 OCTOBRE 1941.

Cher Monsieur,

CONFIDENTIEL

Votre lettre rappelée en marge, du 15 courant, concernant l'homme d'équipe WALLE Joseph, de BETHUNE-RIVAGE, arrêté par les autorités allemandes le 18 Juin 1941, sur ordre de la O.F.K. de LILLE.

Je vous avise que cet agent a été libéré le 20 courant. Il s'est présenté pour reprendre son service à sa gare d'attache.

Des renseignements officieux fournis par la R.B. de BETHUNE, WALLE était inculpé, ainsi que les membres de sa famille, également libérés, d'espionnage et racilité de fuite de soldats anglais. Sa maison, paraît-il, était un centre de propagande anglaise.

WALLE infirme ces renseignements.

Ci-joint ses explications écrites.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire tenir vos instructions quant à la remise en service de WALLE.

Votre tout dévoué,

Le Chef du 5ème Arrondissement,
de l'Exploitation,
(s) :

Monsieur CHEVRIER, Chef de la Subdivision du Personnel
à P A R I S.

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : **WALLE, Joseph**

Grade : **Homme d'Equipe**

Etablissement⁽¹⁾ : **Gare de BETHUNE-RIVAGE**

Né le : **12 Juillet 1894**

Commissionné le : **1^{er} Novembre 1921**

Situation de famille⁽²⁾ : **Marié le 7 Avril 1920**

Femme sans emploi

2 enfants : Marcel né le 16 Novembre 1920

n'est pas à charge

Renée née le 15 Avril 1928

à charge

Absent du⁽³⁾ **18 Juin 1941 à 18 heures** au⁽⁴⁾

Motif de l'absence⁽⁵⁾ : **arrêté avec sa famille par les Autorités
allemandes (espionnage)**

Rémunération mensuelle de l'agent⁽⁶⁾ :

Eléments fixes 1.587.-

Allocations familiales 100.-

Observations du service : **Aucune nouvelle de WALLE ne nous est parvenue
depuis son arrestation.**

DR/N/41 - D 1873

Transmis à Mr. le Directeur du Service Central P.
Comme suite à la lettre P 5929 du 15 mai 1941 - L'agent est traité
sans solde pendant son incarcération.

25 OCT 1941

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : **CAMBOURNAC**

*Copie pour M. le Chef des Services
Administratifs de la Direction de
l'Exploitation
Pour le tenir au courant*



Le Chef de la Subdivision du Personnel

Cheney

- 7 NOV 1941

Monsieur l'Ingénieur Principal
Représentant de la S.N.C.F.
auprès de l'E.B.D. de LILLE.

EX.N.sp.4 A/9

D.11.254

Incarcération
par les Autori-
tés allemandes.

Je vous adresse ci-joint
copié d'un dossier concernant l'hom-
me d'équipe WALLE, Joseph, de
BETHUNE-RIVAGE, arrêté par les
Autorités allemandes et incarcéré
du 18 Juin au 20 Septembre 1941
pour des motifs, qui, ainsi que
vous pourrez le constater n'ont
pu être nettement établis.

Je vous serais obligé de
vouloir bien vous rapprocher de
l'E.B.D. de LILLE pour tenter
d'obtenir des précisions au sujet
de cette affaire et me faire con-
naître le résultat de votre inter-
vention.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Signé : CHEVRIER

*7 XI 41
WALLE*

S.N.C.F.

COPIE

Région du Nord

LILLE, le 15 Décembre 1941

Exploitation

Liaison Permanente
avec l'E.B.D. LILLE

Monsieur le Chef de la Subdivision du Personnel

S.C. E.B.D. D 114à PARIS

Par votre lettre EX.N.g.p.4 A/9 D. 11.254 du 12 courant, vous m'avez demandé d'intervenir auprès de l'E.B.D. de LILLE en vue de vous faire connaître les motifs de l'arrestation de l'homme d'équipe WALLE, Joseph, de BETHUNE Rivage, incarcéré par les Autorités allemandes du 18 Juin au 20 Octobre 1941.

A /

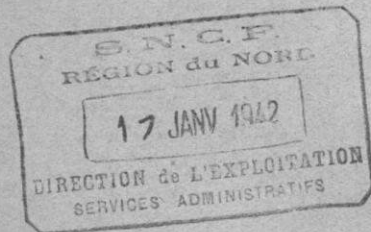
L'E.B.D. de LILLE m'a déclaré que ces questions n'étaient pas de son ressort et qu'il convenait que la S.N.C.F. s'adresse directement aux organismes qui ont opéré l'arrestation.

L'Ingénieur Principal,

signé : LATOUCHE

Paris, le

16 JANV 1942

*Ex N.g.p.4 A/3 - D. 11.254**Transmis à M. le Chef des Services Administratifs
de la Direction de l'Exploitation**Suite à sa lettre D.R/WC/41 - D. 1873
du 3 Janvier 1942.**Je fais le nécessaire pour A.*

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*17 Jan 42
M. Roustan
Juvier*

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU NORD

SUBDIVISION DU PERSONNEL DE L'EXPLOITATION

Paris, le 19 DEC 1941 19

Exc. N. g. p. 40/6

D. 11.254



Incarcération par
les Autorités Allemandes

Monsieur le Chef

des Services Administratifs

de la Direction de l'Exploitation

l'homme d'équipe Halle, Joseph,
de Béthune-Rivaux, incarcéré par
les Autorités Allemandes depuis
le 18 Juin 1941 a repris son service
le 11 Novembre 1941.

La solde a été rétablie à compter du
20 Octobre 1941, date à laquelle il s'est
remis à notre disposition.

(Le Chef de la Subdivision du Personnel

W. Dreyer

in Roubaix
20 12 41
Lassus and CP

la Vivandière

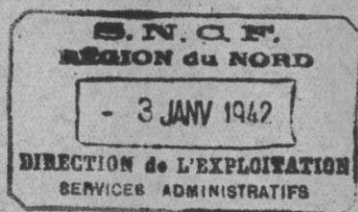
30/12/11

Ne devrais-je pas maintenant
interroger l'agent ?

O. a-t-elle fait quelle note à
été donnée à la lettre du 7/11
de la cheminée à la machine ?

30 12
Lumantey

7 9



- 3 JAN 1942

DR/N2/41
D.1873

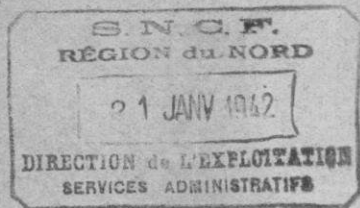
Agent
incarcéré

Le Chef des Services Administratifs
à Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel EX.

Par lettre EX/N gp 4 A/9 D.11.254 du
7 Novembre 1941, dont vous m'avez adressé
copie, vous avez demandé à M. LATOUCHE
de se rapprocher de l'E.B.D. de LILLE
pour obtenir des précisions au sujet des f
faits reprochés à l'homme d'équipe WALLE
Joseph, de BETHUNE-RIVAGE incarcéré
par les Autorités d'occupation du 18
Juin au 20 Septembre 1941.

Voulez-vous m'indiquer d'urgence
le résultat de cette enquête.

Signé : Oudot



21 JAN 1942

0.

Monsieur le Directeur du
Service Central du Personnel,

D.R/N.2/41
D.1873

Libération
d'un agent

Comme suite à la fiche de renseignements que je vous ai envoyée le 25 Octobre 1941, j'ai l'honneur de vous aviser que l'homme d'équipe WALLE, Joseph, de BETHUNE-Rivage, incarcéré par les Autorités d'occupation depuis le 18 Juin 1941, a été libéré le 20 Octobre 1941 et a été repris en solde à partir de cette date.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot

Douai,

6 Février 1942.

5

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel

P. 5/3

à PARIS

Arrestation par les
autorités allemandes

EX.N.gp 4 A/9
D II254

Votre dossier rappelé en marge concernant
l'homme d'équipe WALLE Joseph, de BETHUNE-RIVAGE,
incarcéré par les autorités allemandes du 18 Juin
au 20 Octobre 1941.

Il n'a pas été possible d'obtenir des auto-
rités allemandes de renseignements sur les motifs de
l'arrestation de cet agent.

Suivant la R.B. de BETHUNE, l'arrestation de
WALLE avait été ordonnée par l'Oberfeld Kommandantur
de LILLE. A la suite d'une démarche prescrite par
M. HAFFREINGUE auprès du Tribunal Militaire de l'O.F.K.
il a été répondu que cette affaire était du ressort du
Tribunal Militaire siégeant à ARRAS.

Cet organisme consulté a déclaré n'avoir pas eu
à s'occuper de celle-ci.

Je pense qu'il serait inopportun d'insister
davantage auprès des autorités d'occupation.

Le Chef du 5ème Arrondissement
de l'Exploitation,

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

Le 26 FEV 1942 19

EXPLOITATION

S. N. C. F.
RÉGION du NORD18, Rue de Dunkerque
PARIS - X^e

27 FEV 1942

Tél. : TRUDAINE

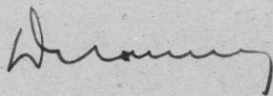
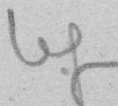
99-40, 99-41, 99-42, 99-43

Inter 33

Adresse Télégraphique
NAFERNORDDIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFSMonsieur le Chef des Services
Administratifs
de la Direction de l'ExploitationEX.N.gp.4A/1
D.11.254Arrestation par
les autorités
allemandesD.R./NE/41
D. 1873

Je vous adresse, ci-joint, copie d'une note de M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de DOUAI rendant compte du résultat négatif de la démarche que je lui avais demandé d'effectuer auprès des autorités allemandes afin de connaître les motifs de l'arrestation de l'Homme d'équipe WALLIE, Joseph, de BETHUNE-RIVAGE pendant la période du 18 Juin au 19 Octobre 1941 inclus.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque
PARIS - X^eTél. : TRUDAINE
99-40, 99-41, 99-42, 99-43
Inter 33Adresse Télégraphique
NAFERNORD

Le 6 AOUT 1942 19

Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la
Direction,

EX.N.GP . 4 A/1

DA.W

Agents suspects

V.R.: S.N^o du
20.6.1942Suite à votre lettre rappelée ci-
contre.Je vous adresse ci-jointe, en dou-
ble exemplaire, une fiche "F.1" concer-
nant le Conducteur BEAUGRAND, Eugène, de
BOULOGNE.

En ce qui concerne l'Homme d'Equipe
WALLÉ, Joseph, de BETHUNE-Rivage, qui a
été incarcéré par l'Autorité Allemande
du 18 Juin au 19 Octobre 1941 inclus,
une récente démarche à la Sous-Préfecture
de BETHUNE nous a appris que l'intéressé
n'y est pas connu au point de vue politi-
que et qu'il n'est pas actuellement sur-
veillé par la police à ce point de vue.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Fiche réclamée
par le SCP*

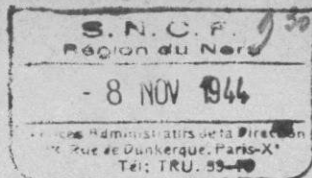
*Pas de carte
Anc*

*- n'est pas
connu comme
communiste*

EX.N.sp.4 A/1
D. 11.254

Arrestation par
les Autorités
allemandes

LETTRE-REPONSE



Paris, le 7 NOV 1944

Monsieur le Directeur,

L'homme d'équipe WALLE, Joseph, de Béthune-Rivage a été absent de son service du 18 Juin 1941 au 19 Octobre 1941 inclus par suite de son incarcération par les Autorités allemandes sous l'inculpation d'espionnage et hébergement de soldats anglais.

Conformément à la règle en vigueur à l'époque, WALLE a été traité sans solde pendant son éloignement du Chemin de Fer.

Par lettre ci-jointe, l'intéressé sollicite la restitution des sommes qui lui ont été ainsi retenues.

M. Vindoul
8/11
5

S'il avait été incarcéré postérieurement au 1er Septembre 1942, nous aurions pu en assimilant à des faits de propagande anti-allemande ceux ayant motivé l'arrestation de WALLE, faire bénéficier celui-ci d'une allocation égale aux 3/4 de sa rémunération.

Etant donné que WALLE, père de 2 enfants de 24 et 16 ans, donne satisfaction dans son service, je n'aurais pas d'objection à ce que soient appliquées rétroactivement en sa faveur les dispositions prévues au memento de la réunion tenue le 22 Septembre 1942 au Service Central du Personnel en lui accordant une allocation égale aux 3/4 de ses appointements pour la période du 18 Juin 1941 au 19 Octobre 1941 inclus.

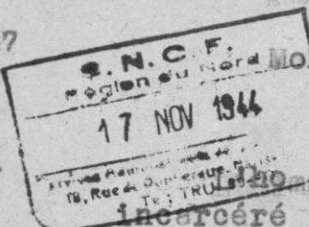
Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre décision.

Le Chef du Service de l'Exploitation

Luejany

DR/N2/47
D 1873

REPONSE



Monsieur le Chef du Service EX.

18 NOV 1944

L'homme d'équipe WALLE, de BETHUNE-Rivage, ayant été incarcéré par les autorités allemandes pour "action de résistance", la rémunération qui lui a été retenue pendant la durée de son incarcération doit lui être remboursée dans les conditions qui ont été fixées par la note P 1259 du 8.11.44 de M. le Directeur du Service Central du Personnel.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Oct. 1873

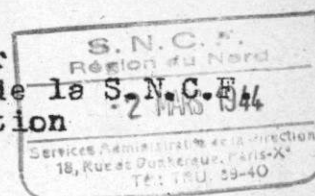
Sk2

Waltham, Rm.

S.N.C.F.

Région du **NORD**

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation



NOM : **W A L L E**

Prénoms : **René, Jean**

Grade à la S.N.C.F. : **Auxiliaire Homme d'équipe mis à notre disposition par le S.T.O.**

Résidence de service : **L I L L E**

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . : **5-2- 1944**

Date et lieu de naissance : **3-9- 1921 à TOURCOING**

Domicile civil : **LOMME- Avenue de la Lilloise 178**

Situation de famille : **Marié- 1 enfant**

Qualités professionnelles : **Bonnes**

Services militaires
(Grade, campagnes, citations,
blessures))

Affiliation politique
(s'il y a lieu).)

Date de l'arrestation : **21 Février 1944**

Motifs de l'arrestation) **Motif inconnu-**
Nous prescrivons une démarche à l'E.B.D. LILLE
en vue d'obtenir des renseignements sur le cas de
WALLE.

Condamnation :

Date, tribunal, motif)

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce)

Lieu d'internement :

Nom du défenseur :

- 2 MAR 1944

Signé : LEMAIRE

500 ex.

S.N.C.F.

LILLE, le 26 Février 1944

Région du NORD

Exploitation

P.9 N°

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel à PARIS.Arrestation par
les Autorités
Allemandes

gp. 4 A

Suite à ma lettre du 22 courant, - arrestation par les Autorités Allemandes de l'homme d'équipe auxiliaire WALLIE, René, de LILLE.

Cet auxiliaire, mis à notre disposition par le S.T.O. avait rompu le contrat de travail qui le liait à une firme allemande antérieurement à son admission à la S.N.C.F.

Il a été invité à se remettre à la disposition de cette firme et est reparti pour l'Allemagne le 24 courant.

/ Le Chef du 2^e Arrondissement

(s)

EX.N.gp.4 A/1
D.57.247Arrestation par
les Autorités
Allemandes.

PARIS, le

- 7 MARS 1944

TRANSMIS

Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction,

pour le tenir au courant, comme suite à ma communication, même référence, du 29 Février 1944.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Ci-joint fiches de renseignements

Le Chef de la Subdivision du Personnel

chevri



29 FEV 1944

Monsieur LATOUCHE

Ingénieur Principal Représentant
de la S.N.C.F. auprès de l'E.B.D
LILLE

EX.N.gp. 4 A/1

D.57.247

arrestation par
es Autorités
allemandes

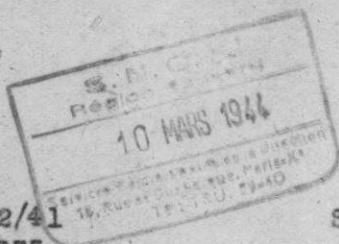
L'auxiliaire Homme d'équipe WALLE,
Henri, de LILLE, a été mis en état d'arres-
tation par les Autorités allemandes le 21
Février 1944.

Voudriez-vous effectuer une démarche
à l'E.B.D. LILLE en vue d'obtenir des pré-
cisions sur le cas de WALLE et me les com-
muniquer.

$\frac{1}{3}$
inmarty

Signé : CHEVRIER

10 MAR 1944



DR/N.2/41

D. 1873

Agent incarcéré
par les alle-
mands.

Monsieur le Directeur du
Service Central du Personnel
(Service des prisonniers)

Suite à ma transmission du 2 Mars 1944
concernant l'auxiliaire homme d'équipe WALLE,
René, de Lille.

L'intéressé mis à notre disposition par le
S.T.O. avait rompu le contrat de travail qui
le liait à une firme allemande antérieurement à
son admission à la S.N.C.F.

Il a été invité à se remettre à la disposi-
tion de cette firme et est reparti pour l'Alle-
magne le 24 Février 1944.

/ Le Directeur,

Signé: OUDOT

D. 1873

D. R. 2

Wernault, Louis

Lt-At-15.5.41.

AGENTS se PROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : W A R N A U L T Louis

Grade : Ouvrier

Etablissement (1) : CALAIS-TRIAGE

Né le : 8 Décembre 1901 Commissionné le : 1.10.1924

Situation de famille (2) : Marié

3 enfants : Solange née le 1.8.25

Yvette née le 30.4.29

Jean né le 3.9.32

Mme WARNAULT n'a pas d'emploi rémunéré

Melle Solange WARNAULT est apprentie sans rémunération

Absent du (3) : 20 janvier 1941 au (4) : 6 février 1941 inclus

Motif de l'absence (5) : Incarcération par les autorités allemandes,
nous ne connaissons pas les raisons exactes de cette incarcération .

Toutefois, dans sa lettre P n° 1895 du 8.2.41 Mr. l'Ingénieur de
l'Exploitation à BOULOGNE avait précisé que cet agent avait été arrêté
pour ~~motif~~ ^{motif anti allemands} ~~anti allemands~~ ^{ex} proférés en public par sa jeune fille . Cet agent
n'a pas contrevenu aux Réglements de la S.N.C.F. aucune suite discipli-
naire n'a été envisagée - Il n'y a pas eu de suite judiciaire française.
Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

Salaires, primes, Indemnités fixes : 1928 f

Allocations familiales et salaire unique : 600 f

2528 f

Observations du service :

DR/M-41-D1843 Transmis à M. le Directeur du Service Central P

Comme suite à la lettre P 5329 du 15 mai 1941. L'agent a été
traité sans paille mais un secours lui a été accordé

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé CAMBOURNAC

19 JAN 1942

- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - Dépôt de Laroche - Service régional de l'Exploitation Ouest - District de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire;
Quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge;
Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'absence donnant lieu à établissement de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de l'absence en indiquant dans le cas d'incarcération si l'agent a contrevenu aux règlements de la S.N.C.F., si une suite disciplinaire est envisagée, s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaire unique et, d'autre part, l'ensemble de ces dernières allocations.

A l'origine de l'incarcération.
il y a des propos désobligeants à l'égard des autorités d'occupation -

C'est un cas analogue à celui de Le Déau -

30.000.000
de la part
pour me rappeler le cas
du second : $\frac{1000}{1570} = \frac{2}{3}$

Remunération mensuelle 1570 f
(y compris le $\frac{1}{12}$ de la gratification)
on a donné 1000 f soit environ $\frac{2}{3}$.

De - 7 MAI 1941

0.

Monsieur le Directeur.

*Mr Vicomte de la Roche
m le Général de la Roche
aide son frère de secours, à l'indemnité
que l'absence de son frère a été
situation difficile qui
interdit*

L'ouvrier WARNAULT, Louis, de CALAIS-Triage, a été incarcéré par les Autorités occupantes du 20 Janvier au 6 Février 1941 en raison de propos tendancieux proférés en public par sa fille, âgée de 15a1/2 qui fréquente l'école Supérieure de CALAIS.

Considéré comme absent irrégulièrement, notre agent a été traité sans solde: il a ainsi perdu 1249 f de traitement, primes et allocations (sans parler de la confiscation de son appareil de T.S.F.: 1950 f). WARNAULT demande le remboursement de sa solde; le Service M.T. propose de lui accorder un secours de 800 f.

Ce cas se rapproche de celui de l'ouvrier LE DEAN, Louis, du dépôt de LA PLAINE, qui a été condamné à 3 mois de prison à la suite d'une altercation avec des soldats allemands. LE DEAN a été traité sans solde pendant ces 3 mois de prison, mais vous lui avez accordé un secours correspondant à 65 % de sa rémunération (1.000 f par mois pour une rémunération mensuelle de 1.570 f.).

Si nous traitions WARNAULT sur le même pied, un secours de 65 % correspondrait sensiblement aux 800f proposés par le M.T.

Etant donné toutefois que WARNAULT n'a été l'objet d'aucune condamnation et qu'il n'a été incarcéré que comme responsable des actes de sa fille, je me demande si, dans ce cas particulier, il ne serait pas préférable de lui rembourser purement et simplement les 1.249 f. retenus.

Puis on pourrait aller à un secours de 1000 f. ?

Clus

Personnelle

10 MAI 1941



DR/N2/47

VR: P.XVIII-1
du 23/4/41

Demande de
secours.

Le Chef des Services Administratifs
à Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel M.T.

Après examen du cas de l'ouvrier
(zingueur) WARNAULT, Louis, de CALAIS-
TRIAGE, M. le Directeur ne serait pas
opposé à lui venir en aide sous forme
de secours, à condition que l'absence
de notre agent du 20 ^{janvier} au 6 Février
1941 ait créé à son foyer une situation
réellement difficile, qui serait à
justifier.

Voudriez-vous faire procéder rapi-
dement à une enquête à ce point de vue
et m'en faire parvenir les résultats avec
avis motivé et, le cas échéant, toutes
justifications utiles.

Signé: OUDOT

La Chapelle

Monsieur le Chef des Services Administratifs

PARIS.

S.P.I. n°

VR. DR.N.2. 47 du
10.5.1941.

Secours

WARNAULT Louis

Suite à votre lettre rappelée ci-contre relative à une demande de secours en faveur de l'ouvrier WARNAULT Louis, de Calais-Tringe (N.2.).

L'intéressé est un bon agent travailleur et consciencieux, sa conduite est très bonne.

Outre le préjudice causé du fait de la perte de son traitement pendant son absence irrégulière, WARNAULT a déclaré que les Allemands lui avaient confisqué son appareil de T.S.F. (valeur 1.050 francs).

Cet agent a trois enfants à sa charge qui vont à l'école (1 garçon de 8 ans 1/2 - 2 filles : 13 ans 1/2 et 12 ans) ; il n'a pas d'autres ressources que son salaire personnel, qui est de 25.572 francs par an.

Etant donné les difficultés de vie actuelle et les ressources modestes de WARNAULT, je donne un avis favorable à l'octroi d'un secours allant au minimum aux 2/3 du salaire perdu, soit 800 francs.

23 MAI 1941

H. Florantin

L'Ingénieur Principal
Chef de la Division du Personnel.

Il ne s'agit que d'une absence de 15 j.
qui date de fin janvier. Toute la question est
de savoir si du fait que cette période a été sans
solde, le minimum ne pourra être (dit, par ex) ?

C'est ce que M. le Directeur voudrait savoir et
les renseignements si précis qui concernent ce que contenait
le dossier de la demande risquent d'être jugés insuffisants
par lui pour prendre position.

Il aura peut-être faudrait prendre l'avis du J. local.

21/5/41



SOCIÉTÉ NATIONALE PARIS, le
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

1 6 JUIN 1941

M.T. 8

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTIONMonsieur le Chef des Services
Administratifs, à Paris.

R. C. Seine 276.448 B

SPI n° 4419

VR:DR.N.2 47 du
23.5.1941

WARNAULT Louis

Suite à votre transmission
rappelée ci-contre, relative à une
demande de secours en faveur de
l'ouvrier WARNAULT Louis, de
Calais-Triage (V.&W.).

Des renseignements fournis par
le Service, il ressort que l'inté-
ressé a demandé le remboursement
du salaire correspondant à ses
jours d'absence ou tout au moins
un secours parce qu'il se considère
comme une victime dont la responsa-
bilité n'est pas en cause.

WARNAULT n'a pas de difficul-
tés spéciales pour élever sa fami-
le et n'a pas de dettes.

l'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision
du Personnel,



S.C.I.P.-PARIS 40 - 20/E 35 242

4419/1
Étant donné que le demandeur n'a pas de ressources personnelles, il y a lieu de lui verser un secours.
Le Directeur de la Subdivision du Personnel.
Dr. Aumont
non fait que ce point 23
signé - motifs.
22/6

S. N. C. F.
RÉGION du NORD

24 JUIN 1941

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

Paris, 24 JUIN 1941

DR/N2/47

Secours

VR.SPI N° 4419
du 16/6/41.

Le Chef des Services
Administratifs,

à M. le Chef de la Succursation
du Personnel M.T.

Etant donné que l'absence de l'ouvrier
WARNAULT, Louis, de CALAIS-TRIAGE (V. & W.)
n'a pas créé à son foyer une situation
difficile, Monsieur le Directeur n'a pas
estimé possible de lui accorder un secours.

Signé: OUDOT

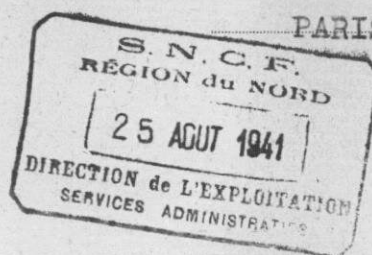
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

R. C. Seine 276.448 B

SPI n°



PARIS

le 25 AOUT 1941

Monsieur le Chef des Services
Administratifs, à Paris.

Votre apostille sur ma lettre S.P.I. n° 4050 du 15 Mai dernier, concernant la demande de secours présentée par l'ouvrier WARNAULT Louis, de Calais Triage (V.&W.) ne me convainc pas. Je ne pense pas que le critérium de dettes soit à retenir pour prendre une décision dans les cas de l'espèce. Il est vraisemblable que la famille de WARNAULT a traversé cette période avec des aides locales, peut-être discrètes, et dont il ne peut faire état.

L'examen doit porter, à mon avis, sur le budget de cette famille; mise en parallèle du salaire et des dépenses normales moyennes qu'elle est amenée à faire. Or, cet examen montre - (note ci-jointe - en suivant nos errements en matière de secours) que le budget est normalement juste; la privation de salaire pendant 15 jours a donc certainement creusé un trou et j'estime que ce cas devrait être revu et traité favorablement. J'ai d'autres cas en instance; je les mets en réserve en attente de la décision définitive qui sera prise dans le cas ci-dessus.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision
du Personnel

P.S- WARNAULT ayant été pris comme otage ne conviendrait-il pas de le considérer comme "prisonnier civil", auquel cas, sa solde serait à lui restituer?

WARNAULT, Louis
Ouvrier à Calais-Triage (Voitures et Wagons)

Ressources
mensuelles

Dépenses mensuelles
forfaitaires

--
Salaire de
l'agent...2.109fs

'Evaluation des dépenses nor-
'males d'une famille
'(non compris les enfants)...1.156

{chiffre forfaitaire de 950
{augmenté de l'indem-
{nité de résidence... 20

'Evaluation des dépenses nor-
'males correspondant aux
'3 enfants:
'1 garçon de 8 ans)
'1 fille de 12 ans)
'1 fille de 15a 1/2)

918

2.074 fs

(Bon modèle étant
donné l'augmentation
de la note de)

27. 8. 41

A. Auglot

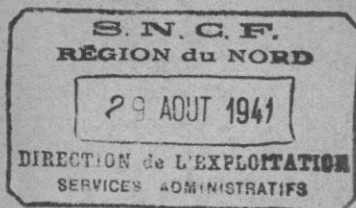
Réponse ci-contre de M. Florentin.

Pour A, nous ne pouvons nous contenter d'une vraisemblance. D'après l'enquête (lettre du 15. 6. 41, de M. Florentin), Wamauld n'a pas de difficultés spéciales pour élever sa famille et n'a pas de dettes.

Pour B, Wamauld - d'après le dossier - n'a pas été pris comme otage, mais comme responsable des propos tenus au public à l'issue par sa fille (75 ans 1/2).

On ne peut donc établir que l'absence de notre agent ait créé à son foyer une situation réellement difficile et, condition posée le 7. 5. 41 par M. le Directeur pour l'octroi d'un secours, et vous serez vraisemblablement d'avis de maintenir le refus notifié le 24. 6. 41 au M.T.

M. Vézinaut
M. au bureau - J. comidien
D'affaire crime terminée
peu de 16/6, M. Florentin
a déjà répondu à une apostrophe
de 15 mai?
Foyez y ce qui a pu motiver cette
2e réponse : Intervention de M. Florentin
après le 24/8/41
24/8/41
24/8/41
7



29 AOUT 1941

0.

Le Chef des Services Administratifs

À Monsieur le Chef de la Subdivision du
Personnel M.T.

Comme je vous l'avais précisé le 10 Mai 1941, M. le Directeur de l'Exploitation n'était pas opposé à venir en aide sous forme de secours à l'ouvrier WARNAULT, Louis, de CALAIS-Triage (V.W.), à condition que l'absence de notre agent du 20 Janvier au 6 Février ait créé à son foyer une situation réellement difficile, qui serait à justifier.

D.R/N.2/47

V.R.: SPI N° 5252
du 25/8/41

Secours

Le 16 Juin 1941, vous avez écrit que WARNAULT qui "se considère" comme une victime dont la responsabilité n'est pas en cause", "n'a pas" de difficultés spéciales pour élever sa famille et n'a pas de dettes".

Dans les cas de cette espèce - et M.le Directeur l'a bien précisé - nous ne pouvons nous baser sur des vraisemblances (1er alinéa de votre lettre du 25 Août) ni nous contenter d'un projet de budget de la famille (2è alinéa de la même lettre); l'aide que nous pouvons apporter aux intéressés doit être calculée uniquement en fonction des besoins réels des demandeurs.

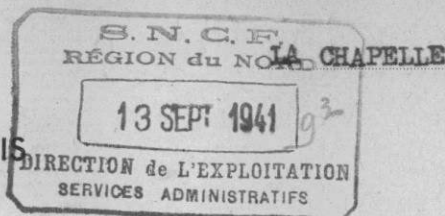
Il n'y a donc aucun motif valable d'accorder un secours à WARNAULT.

Vous indiquez toutefois, dans votre P.S., que WARNAULT "a été pris" comme otage". Jusqu'ici WARNAULT était considéré comme responsable des propos tendancieux proférés en public par sa fille, âgée de 15 ans 1/2, ce qui aurait motivé sa détention pendant 15 jours par l'A.O., et aucune pièce du dossier (P.18.1 incluse) ne fait allusion à ce qu'il ait été considéré comme otage.

Voudriez-vous me voir ce point tout spécialement et me donner les renseignements sur lesquels vous vous êtes basé: en effet, si réellement WARNAULT avait été pris comme otage, il serait à traiter comme prisonnier civil de guerre, c'est-à-dire avec solde pendant la durée de sa détention.

Signé: Oudot

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS



le 12 SEPT 1941 194 HC

Région du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

Monsieur le Chef des Services Administratifs
à PARIS

R. C. Seine 276.448 B

S.P.I.N. 5496

VR: DR/N2/47
du 29.8.1941.

Je n'ai pas d'autres renseignements que ceux du ~~ci~~ qui vous a été communiqué et dont aucune pièce ne fait allusion, en effet, à ce que WARNAULT ait été considéré comme otage, mais il me semble que les conditions de arrestation et de sa libération permettent de le ~~cons~~ comme tel.

WARNAULT a été arrêté, en même temps que d'autr d'élèves, à la suite de manifestations anti-allema se sont produites à l'école supérieure de Calais fr par sa fille - les Autorités Allemandes qui, à prio devaient pas connaître les responsables ont pris, en un certain nombre d'otages, dont WARNAULT.

Par ailleurs, aucune charge n'a pu être relev lui, ni à la suite des perquisitions faites à son ni à la suite de son incarcération et de son inte et il a été relâché sans explications. Alors que inculpés ont dû se présenter ultérieurement au tr Boulogne (lettre de WARNAULT du 31 Mai) lui-même n convoqué. Une pièce du dossier indique bien que "d les renseignements recueillis" WARNAULT "aurait " é pour propos tendancieux proférés en public par sa mais il s'agit là, semble-t-il, d'une simple hypoth rien, par la suite, n'est venu confirmer.

Je vous serais donc obligé de bien vouloir si, dans ces conditions, il n'est pas possible d WARNAULT comme otage et, en conséquence, de lui sa solde.

L'Ingénieur Principa
Chef de la Subdivision du

15-9-41

M. Torny

Je veux bien considérer
Wannant comme "stage" et,
par suite, lui payer sa solde
pendant ses 75 jours d'absence.

Mais la réponse ci-contre
de M. Florentin vous semble-
t-elle suffisamment
déterminante pour prendre
cette position ?

M. Verouard ~~Quand~~

ni en parler

- donner clos le 24 juin ?
trouver pour quel motif ?

16/9/41

Confidential

20/9/41

M. Florentin

RR. SPI. 5496.

aff. Warrant

Il m'est vraiment difficile
de venir devant M. le Directeur
avec le dossier que je possède.

Pour être sûr-il m'indiquant que
vous me communiquiez la vôtre,
d'après lequel, vous avez écrit votre
lettre rappelée ci-dessus ?

Si non, ne faudrait-il pas
demander à M. Maicab de nous
documenter ?

A priori, si la fille des
Warrant a proféré des propos
tendancieux en faiblesse, nous
devons la considérer comme responsable
et il ne peut être traité comme
otage ?

C'est toute la question qu'il
faut essayer d'élucider.

Quero

SOCIÉTÉ NATIONALE

DES

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

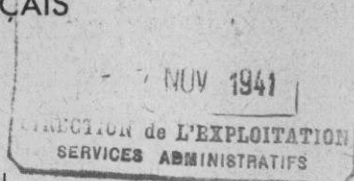
La Chapelle

le

6 NOVE 1941

194

Région du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTIONMonsieur le Chef des Services
Administratifs
P A R I S.

R. C. Seine 276.448 B

S.P.I.

WARNAULT Louis

Secours

Votre lettre du 20 septembre 1941.

J'ai interrogé une fois de plus le chef d'arrondissement et le chef d'établissement.

La cause exacte, précise, de l'arrestation de WARNAULT n'a pu être établie, le chef d'arrondissement Exploitation a chargé son Inspecteur à Calais de recueillir des renseignements. Cet Inspecteur, malgré de multiples démarches (Kommandantur, Feldgendarmerie) n'a pu obtenir le moindre renseignement sur le motif de l'arrestation de l'agent et sa détention du 20 janvier au 6 février.

Le chef d'entretien avait interrogé personnellement, à l'origine de l'affaire, Madame WARNAULT et sa fille, elles ont paru ignorer totalement le motif de l'arrestation de WARNAULT. Ce dernier, interrogé de nouveau, certifie que sa fille n'a proféré aucune parole tendancieuse en public.

En résumé ce bruit a couru à l'origine de l'affaire mais il n'a jamais été confirmé.

WARNAULT n'a jamais été traduit devant un Tribunal mais simplement libéré au bout de 16 jours sans précision d'aucune sorte sur le motif de son arrestation.

Devant ce manque total d'indications, j'estime qu'aucun grief ne peut être invoqué contre lui et qu'il doit bénéficier de la mesure la plus favorable.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel,

7 x 1/4
uniquement
uf

D

21-11-41
uniquement
note à la
le Procureur
pour mandater
le Procureur
n'infirmer
pas les
interrogatoires
uf

Le 28 NOV 1941

Monsieur le Directeur,

L'ouvrier WARNAULT, Louis, de CALAIS-Triage, a été incarcéré par les Autorités d'occupation du 20 Janvier au 6 Février 1941.

Des premiers renseignements fournis par M.T., il résulte que WARNAULT aurait été arrêté à la suite de manifestations anti-allemandes qui se sont produites à l'Ecole Supérieure de CALAIS fréquentée par sa fille.

Un complément d'enquête précise que, les coupables n'étant pas connus, notre agent a été arrêté non comme responsable des actes de sa fille, mais comme otage ainsi que d'autres parents d'élèves.

D'ailleurs, aucune charge n'ayant pu être relevée contre lui, il n'a pas été convoqué au Tribunal de BOULOGNE ainsi que les autres inculpés.

Les premiers renseignements fournis n'auraient été qu'une hypothèse que rien par la suite n'est venu confirmer.

M. FLORENTIN estime que WARNAULT doit bénéficier de la mesure la plus favorable, c'est-à-dire être considéré comme otage.

La S.N.C.F. ne doit pas supporter les conséquences de l'incarcération d'un agent, même lorsque par la suite il est lavé de l'accusation qui pesait sur lui. Nous ne pourrions donc intervenir en faveur de cet agent que si sa situation financière était vraiment difficile.

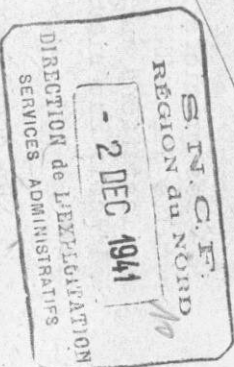
Or, WARNAULT ayant été traité sans solde, si son incarcération a causé une certaine gêne à son

.....

foyer, il n'en est pas moins vrai que le budget familial fut équilibré sans difficultés spéciales pendant cette période.

Je pense qu'en conséquence vous serez d'avis de ne pas accorder de secours à cet agent. Il a perdu 180 francs. 47 arrivés jusqu'à 800. Si l'on voulait lui donner cela, on pourrait accorder 40000. Le Chef des Services Administratifs

Cher



le 2000
de 800 fr

[Signature]

un document

Mandat établi
le 3/12/41

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

La Chapelle, le

o/c
M.T. 8

3 DECE 1941

RÉGION du NORD

S.N.C.F.
RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTION

4 DEC 1941

H. C. Seine 276.118

DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

S.P.I.

WARNAULT
Louis

TRANSMIS à Monsieur le Chef des
Services Administratifs
à PARIS

2
pièces
jointes

établie, en double exemplaire, la
fiche de renseignements concernant
l'ouvrier WARNAULT, Louis, de Calais-
Triage (V.W.) incarcéré par les
autorités allemandes, du 20 Janvier
au 6 Février 1941.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel.

[Signature]

DR 2

1873.

Henry note
at 1/2

Watel, Vital.

Ci-joint fiches de renseignements.

13 SEP 1944

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Drum



Monsieur le Chef de la
Subdivision de la Comptabilité
M. T.,

M.H.G.P. 4 A/1
D. 45.806

Arrestation par les
autorités allemandes

Prière de faire supprimer à
compter du 10 Août 1944 la solde du
Surveillant de ronde WATTEL, Vital,
de ST-QUENTIN, éloigné de son service
pour maladie depuis le 26 Juin 1944
et incarcéré par les autorités alle-
mandes depuis le 10 Août 1944.

Il sera, en compensation, attri-
bué à l'intéressé, suivant les moda-
lités en vigueur dont vous avez eu co-
naissance, une allocation fixée à
l'annuité de sa rémunération d'acti-
vité et payable à Mme WATTEL, domici-
liée Route de Guise à HARLY (Aisne)
à qui vous voudrez bien faire manda-
ter dès à présent les sommes acquises
par l'agent au titre "appointements"
pour la période du 1^{er} au 10 Août
1944 inclus.

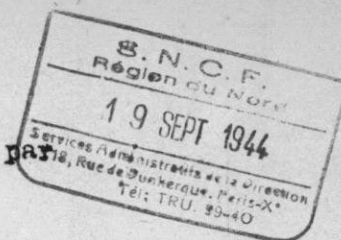
Je vous rappelle que la prime de
fin d'année devra, le cas échéant,
être mise en réserve si l'agent n'est
pas libéré au moment du paiement de
la dite prime.

Signé: DELANNOY

S. N. C. F.

Région du Nord

Renseignements à fournir en cas
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par
les Autorités d'Occupation



NOM W A T E L

Prénoms Vital

Grade à la S.N.C.F. Surveillant de ronde

Résidence de service SAINT-QUENTIN

Date d'entrée à la S.N.C.F. 30 Août 1926

Date et lieu de naissance 11 Avril 1904 À HOMBLIÈRES (Aisne)

Domicile civil Route de Guise - HARLY (Aisne)

Situation de famille Marié - 2 enfants âgés de 17 et 14 ans

Qualités professionnelles Normales

Services militaires 15/5/1924 - appelé 94ème R.I.

(Grade, campagnes, citations, blessures) 28/4/1925 - libéré

Affiliation politique)

(s'il y a lieu))

Date de l'arrestation 10/8/1944 (l'agent était éloigné de son poste pour maladie depuis le 26 Juin 1944)

Motifs de l'arrestation } inconnus (sans communication de l'administration à l'occupant allemand)

Condamnation

Date, tribunal, motif }

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce }

Lieu d'internement au moment de l'arrestation SAINT-QUENTIN

Nom du défenseur 15 SEPT 1944

D. 1873.

S.C.F. 1^{ère} Division,

19 SEPT 1944

/ LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

COPIE à :

- MM. LECOEUR - COLLET - CAREL

- M. le Chef des Services Administratifs
de la Direction.S. N. C. F.
Région du Nord

28 SEPT 1944

Services Administratifs de la Région
18, Rue de Dunkerque, Paris
Tél: TRU. 55-40

Le Chef de la Subdivision du Personnel

S. Lerat

27 SEPT 1944

EX.N.g.p.41/1

D.45.806 Monsieur le Chef de la Subdivision

Arrestation par de la Comptabilité M.T.,
les Autorités
allemandesSuite à ma lettre, même réfé-
rence du 13 Septembre 1944.Le Surveillant de Ronde WATEL
Vital, de ST-QUENTIN, qui était ab-
sent de son service depuis le 10
Août 1944 du fait de son arrestation
par les Autorités allemandes, a été
libéré le 28 Août 1944 et remis en
service le 5 Septembre 1944.Prière de lui rétablir ses ap-
pointements à compter du 5 Septem-
bre 1944.28 9
M. Martin

S. Lerat

S.N.C.F.

le 30 SEPT 1944

Region du Nord

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N° 1873

Libération d'agent
incarcéré par les
Allemands.

Monsieur le Directeur
du Service central P.

Suite à la fiche de renseignements
concernant le sous-officier de l'ordre de
Watel, Vital de St Quentin
que je vous ai adressée le 19 septembre 1944

Cet agent, incarcéré par les autori-
tés d'occupation depuis le 10 Août 1944
a été libéré le 28 Août 1944
et a repris son service le 1^{er} Septembre 1944

LE DIRECTEUR,
Signé: OUDOT

1873

SK2

Wattel, Gues

S. N. C. F.

Région d' **NORD**

Renseignements à fournir en cas
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par
les Autorités d'Occupation

NOM **WATTEL**

Prénoms **Omer**

Grade à la S.N.C.F. **Auxiliaire Homme d'équipe**

Résidence de service **Gare de CAFFIERS**

Date d'entrée à la S.N.C.F. **19-10- 1942**

Date et lieu de naissance **8 Mai 1922 à MARQUISE (P.d.C.)**

Domicile civil **235 rue Jean Jaurès à MARQUISE (P.d.C.)**

Situation de famille **Marié- 1 enfant 3 ans**

Qualités professionnelles

Services militaires
(Grade, campagnes, citations,
blessures) }

Affiliation politique
(s'il y a lieu) }

Date de l'arrestation **20 Avril 1944 à MARQUISE**

Motifs de l'arrestation } **Cet agent, détaché à la D.R. à Bf. BREMEN, le
16 Juin 1943, venu en permission en France du
18 -11-1943 au 1er-12-1943, était resté en France
et s'était fait embaucher dans une firme allemande
(Sosky) à MARQUISE.**

Condamnation

Date, tribunal, motif }

Eléments de toute nature sus-
ceptibles de justifier un
recours en grâce }

Lieu d'internement **Inconnu.**

Nom du défenseur

SR/NE/41 Service Central du Personnel
D 1873
du Division
Le Directeur

4 JUIL 1944

Signé : LEMAIRE

OD

S. N. C. F.
Région du Nord

30 MAI 1944

Services Administratifs de la Direction
18, Rue de Dunkerque, Paris-X^e
Tél: TRU. 99-40

30 MAI 1944

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

EX.N.gp.5.A/6

Je viens d'être informé que l'auxiliaire homme d'équipe WATTEL, Omer, de la gare de CAFFIERS, né le 8 Mai 1922 et détaché à la D.R. à Bf. BREMEN le 16 Juin 1943, a été arrêté par la police allemande. Cet auxiliaire a quitté MARQUISE, sa résidence d'habitation, le 20 Avril sous la surveillance de militaires allemands pour une destination inconnue.

L'intéressé était resté en France à l'expiration de sa permission du 18 Novembre au 1er Décembre 1943 et s'était fait embaucher dans une firme allemande (SOSKY) à MARQUISE.

LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

30 MAI 1944

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

EX.N.gp.5.A/6

Je viens d'être informé que l'auxiliaire homme d'équipe WATTEL, Omer, de la gare de CAFFIERS, né le 8 Mai 1922 et détaché à la D.R. à Bf. BREMEN le 16 Juin 1943, a été arrêté par la police allemande. Cet auxiliaire a quitté MARQUISE, sa résidence d'habitation, le 20 Avril sous la surveillance de militaires allemands pour une destination inconnue.

L'intéressé était resté en France à l'expiration de sa permission du 18 Novembre au 1er Décembre 1943 et s'était fait embaucher dans une firme allemande (SOSKY) à MARQUISE.

LE DIRECTEUR,
Signé : CDD01

L1873

DR

att

Wendling, Charles

3

S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la
par les autorités d'occupation

S.N.C.F. Région du Nord
- 5 AOUT 1944
Services administratifs de la Direction Dunkerque, Paris-X Tél: TRU. 99-40

NOM : WENDLING

Prénoms Charles

Grade à la S.N.C.F. Auxiliaire interprète

Résidence de service Division de la Traction à La Chapel
(Liaison de l'E.B.D. PARIS-NORD)

Date d'entrée à la S.N.C.F. 19.9.1940

Date et lieu de naissance 25.4.1916 à Strasbourg (B.Rhin)

Domicile civil 58, rue de Paradis à Paris (10è)

Situation de famille Marié - 1 enfant : 3 ans

Qualités professionnelles Bon agent

Services militaires {
(grade, campagnes, citations, Appelé le 20.10.37 - Libéré le 7.9.40
blessures) { Caporal au 67è RI - Campagne 39/40

Affiliation politique (s'il y a lieu) { Nous n'en connaissons pas

Date de l'arrestation 1er août 1940

Motif de l'arrestation { Vol d'une bicyclette au préjudice
Condamnation { de la D.

Date, Tribunal, Motif

Eléments de toute nature suscepti-
bles de justifier un recours
en grâce

Lieu d'internement inconnu

Nom du défenseur

Nous avisons l'E.B.D. PARIS

D. 1873

- 5 AOUT 1944

SCP du District
Le Directeur

Signé : LEMAIRE

- 8 NOV 1944

S. N. C. F.
Région du Nord
Service:

~~La~~ liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps (Fresnes, Romainville, Compiègne, Drancy, etc) où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation.

Noms et Prénoms	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de li- bération	de repris de servi- ce.
WENDLING Charles	Aux ^{re} Interprète 10 NOV 1944	Dep. de la Zrocty La Chapelle	Fresnes	14.8.44	16.8.44
Service Central du Personnel (Sec. des Prisonniers) Le Secrétaire Signé: OUDOT					

DK/WK/41
D 1873

SOCIETE NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANCAIS

Service central
du Personnel

lère Division (2)

Transmis à Monsieur le Directeur de l'Exploitation
de la Région du NORD,

pour la suite utile.

(Requête de M. WENDLING, Charles, Alphonse, auxiliaire
2ème bureay, réseau Samson Nord D, qui sollicite son reclas-
sement à la S.N.C.F.)

Paris, le 21 Septembre 1944
/ Le Directeur du Service central du Personnel

26 SEPT 1944

Transmis à M. le Chef du Service MT
L'Ingénieur en chef,

(s) OUDOT.

L'Ingénieur en chef du Sce Cal
du Personnel
(signé : F A T A L O T)

Paris, le 14 Septembre 1944

MINISTERE DE LA GUERRE

ETAT MAJOR GENERAL GUERRE

DIRECTION DU PERSONNEL MILITAIRE

n° 257 EMGG/PM-K

Le Ministre de la Guerre

à Monsieur le Directeur général de la
S.N.C.F.

OBJET : Demande de reclassement formulée par M. WENDLING, agent de la SNCF.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, à toutes fins utiles, une
lettre en date du 1er Septembre 1944, par laquelle M. Charles WENDLING,
résidant 58, rue du Paradis à PARIS (10ème) sollicite son reclassement à la
Société Nationale des Chemins de fer français (zone Nord).

Pour le Ministre et par son ordre
Le Chef d'Escadron COLLARD
prov^t Directeur du Personnel Militaire

.....

Paris, le 1er Septembre 1944

G.

Ministère de la Guerre
2ème Bureau
231, Boulevard Saint-Germain, 231
PARIS (7è)

M.M.

Depuis presque deux années je suis au service du 2è Bureau - réseau Samson Nord D - par l'intermédiaire de :

MM. Maurice LEGRAND, Aspirant à la caserne de pompiers de la rue du jour, PARIS
et
BELE, Inspecteur divisionnaire, Région Nord de la SNCF, Matériel et Traction
78 rue des Poissonniers, PARIS (18ème)

Par suite d'une vérification, par les boches, des papiers secrets qui devaient se trouver au bureau de la Délégation Technique auprès de l'E.B.D. Paris-Nord, je fus emprisonné au Cherche-Midi du 31/7/1944 au 16/8/1944 inclus. Après ma remise en liberté je me suis mis à la disposition des Chemins de fer qui m'ont payé les jours de présence effective à mon service pendant le mois d'août.

Etant auxiliaire à la SNCF ma situation est tout à fait instable actuellement.

Je suppose avoir rendu des services à la France et j'ose espérer que vous veuillez bien me donner l'appui nécessaire auprès de mes chefs pour me permettre d'être embauché à la SNCF à une échelle qui correspond à mes connaissances, soit au service Matériel et Traction, soit au Service Voie et Bâtiments.

Le cas échéant, je serais enclin d'accepter n'importe quel autre poste (Police, Ministère ou autre) que vous pourriez me proposer, soit dans la métropole, soit aux colonies ou en Allemagne.

Je ne demande aucune autre récompense, mon seul désir serait de trouver un emploi stable, assez bien rémunéré et me permettant d'utiliser mes connaissances linguistiques ou techniques autant que possible.

Je me tiens toujours à votre entière disposition pour les services directs que je pourrais vous rendre à l'avenir.

Dans l'espoir de vous lire favorablement, je reste votre respectueux et dévoué,

.....

Vive la France - Vive les Alliés.

WANDLING Charles Alphonse
58, rue de Paradis
Paris (10ème)

Agent Samson Nord D 257

D. 1873

(SR²)

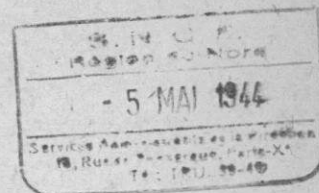
g

Wichine, Union

S. N. C. F.

Région d

Renseignements à fournir en cas
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par
les Autorités d'Occupation



NOM **WICHENE**

Prénoms **Simon**

Grade à la S.N.C.F. **Facteur aux écritures**

Résidence de service **Paris**

Date d'entrée à la S.N.C.F. **25 Janvier 1937**

Date et lieu de naissance **3 Mars 1911 à Paris**

Domicile civil **17, Route des Petites Ponts à Aulnay-sous-Bois**
(S. & O.)

Situation de famille **Marié, 1 enfant (10 ans)**

Qualités professionnelles **normales**

Services militaires **151^{ère} R.I. du 15.4.32 au 31.3.33**
(Grade, campagnes, citations, **Mobilisé au 146^{ème} R.I. du 2.10.39 au 31.7.40**
blessures) **(2ème classe)**

Affiliation politique **inconnue**
(s'il y a lieu) **inconnue**

Date de l'arrestation **Nuit du 15/16 Avril 1944**

Motifs de l'arrestation **inconnus**

Condamnation **inconnue**

Date, tribunal, motif **inconnus**

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce **inconnus**

Lieu d'internement **Servit détenu à Merville**

Nom du défenseur **inconnu**

D. 1873

-5 MAI 1944

Signé : LEMAIRE

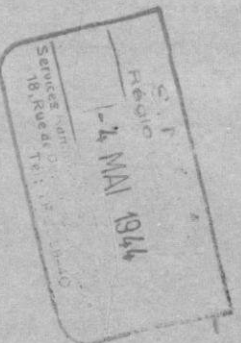
COPIE pour Monsieur le Chef des Services
24 Administratifs de la Direction

Ci-joint, fiches de renseignements.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Blanc

3 MAI 1944



25 MAI 1944

Services Administratifs de la Direction
18, Rue de Valenciennes, Paris-A
Tél. TRU 59-40Le Chef de la Subdivision du Personnel
*Wang*EK.N.gp. 4 A/1
D.51.226Arrestation par les
Autorités allemandes.

24 MAI 1944

Monsieur le Chef de l'Arrondissement
de l'Exploitation de PARIS-Nord

Suite à précédentes communications concernant le Facteur aux Ecritures WICHENE Simon de PARIS-Nord qui est absent de son service depuis le 16 Avril 1944 du fait de son arrestation par les Autorités allemandes.

Etant donné le manque de précisions sur les faits reprochés à cet agent, il a été décidé de porter de la moitié aux 3/4 de la rémunération d'activité l'allocation versée à sa famille depuis sa cessation de service le 16 Avril 1944.

Je signale cette modification à M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité pour application et rappel à faire à Mme WICHENE qui est domiciliée 17 route des Petits Ponts à Aulnay-s/Bois (S-et-O).

25 Mai
W. Marty

Signé: DELANNOY

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION



Le 18 SEP 1944 19

18, Rue de Dunkerque

PARIS - X*

Tél.: TRUDAINE

99-40, 99-41, 99-42, 99-43

Inter 33

Adresse Télégraphique
NAFERNORDMonsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction

EX.N.gp.4 A/1

D. 51.226

Arrestation par
les Autorités
AllemandesSuite à ma lettre même réfé-
rence du 24 Mai 1944.

Le Facteur aux Ecritures
WICHENE, Simon, de Paris-Nord,
qui était absent de son service
depuis le 16 Avril 1944 du fait
de son arrestation par les Auto-
rités Allemandes, a repris ses
fonctions le 2 Septembre 1944,
date à laquelle je fais rétablir
sa solde.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Personnel

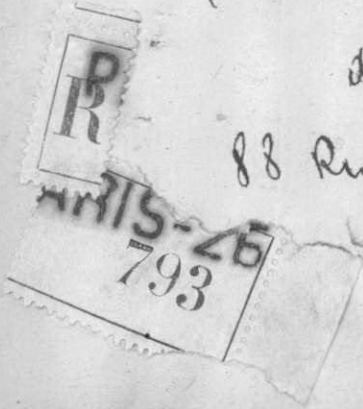


Monsieur le Directeur Général

de la S. N. C. F.

88 Rue St Lazare

Paris 9^e arr.



S.N.C.F.

S.N.C.F.
Région du Nord

19 SEPT 1944

19 SEPT 1944

Région du Nord

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N° 1873

Libération d'agent
incarcéré par les
Allemands.

Monsieur le Directeur
du Service central P.

Suite à la fiche de renseignements
concernant le facteur aux écritures

Wichère Linon de Paris-Nord

que je vous ai adressée le 17 mai 1944

Cet agent, incarcéré par les autori-
tés d'occupation depuis le 16 Avril 1944

a repris son service le 5 Septembre 1944
et a repris son service

LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

21

CENTRAL P

28 SEPT 1944

27 SEPT 1944

29 SEP 1944

Monsieur le Directeur Général
de la S.N.C.F.

PARIS

-:-:-:-:-

8^{me} CENTRAL DU PERSONNEL

Pour Archives

Meunier

Je crois, devoir vous signaler la brillante conduite
de Monsieur WICHENE Simon, Employé de la S.N.C.F. (Région Nord)

Monsieur WICHENE Simon a milité depuis Juillet 1940
dans la "Résistance", au groupe "Libération" (Secteur Nord)

A la suite de ses activités, il a été
arrêté à son domicile dans la nuit du 15 au 16 Avril 1944
par la Gestapo et libéré par la "Résistance" le 18 Aout
1944 (Libération à laquelle il a participé activement d'ail-
leurs, contribuant à sauver ainsi plus de 1500 internés)

Son action durant la Résistance à l'ennemi, son at-
titude pendant les tortures morales et physiques qu'il a
subies pendant son internement sont dignes de tous les éloges
(sa femme ayant été arrêtée également)

Les services qu'il a rendus n'ont fait l'objet
d'aucune rémunération.

Monsieur WICHENE a maintenant repris sa place à
la S.N.C.F.

Je ne saurais trop vous le recommander chaleureu-
sement et j'espère que vous voudrez bien lui accorder un
avancement qui serait la juste récompense de ses services
pour la PATRIE.

Le Responsable du "Groupe LIBERATION "

(Secteur NORD)

PARIS, le 26 Septembre 1944.

amh
Mazau dans la clandestinité.

Monsieur COURT

53, Rue d'Herblay - TAVERNY (S.&O.)

Monsieur le Directeur Général
de la S.N.C.F.

à PARIS

Je crois devoir vous signaler la brillante conduite de
Monsieur WICHENE Simon, Employé à la S.N.C.F. (Région Nord).

Monsieur WICHENE Simon a milité depuis Juillet 1940 dans
la "Résistance", au groupe "Libération" (Secteur Nord).

A la suite de son activité, il a été arrêté à son domicile
dans la nuit du 15 au 16 avril 1944 par la Gestapo et libéré par la
Résistance le 18 août 1944 (Libération à laquelle il a participé
activement d'ailleurs, contribuant à sauver ainsi plus de 1.500
internés.)

Son action durant la résistance à l'ennemi, son attitude
pendant les tortures morales et physiques qu'il a subies pendant
son internement sont dignes de tous les éloges (sa femme ayant
été arrêtée également).

Les services qu'il a rendus n'ont fait l'objet d'aucune
rémunération.

Monsieur WICHENE a maintenant repris sa place à la S.N.C.F.

Je ne saurais trop vous le recommander chaleureusement
et j'espère que vous voudrez bien lui accorder un avancement
qui serait la juste récompense de ses services pour la PATRIE.

Le Responsable du "Groupe LIBERATION"
(Secteur NORD)
signé: COURT Y

MAZAN dans la clandestinité.

Paris, le 26 septembre 1944.

Monsieur COURT Y,
53, rue d'Herblay - TAVERNY - S.O.

Service central du Personnel
Pour attributions.
signé : RENOARD.

S.N.C.F.

Service central
du Personnel.

1ère Division (2)

Communication à
retourner N°

Retourné à M. le Directeur
du Service central P.
1ère Division (2)

PARIS, le

Communiqué à Monsieur le Directeur de
l'Exploitation de la Région du NORD, pour les
suites.

(Lettre de Mr COURTY, 53 rue d'Herblay à
TAVERNY, signalant la part active dans le
groupe "Libération" (Secteur Nord), prise, au
cours des récents événements, par Mr WICHENE,
Simon, Employé à la Région Nord.

Paris, le 6 octobre 1944
P. Le Directeur du Service central P.
L'Ingénieur en chef
au Service central du Personnel,
signé : FATALOT.

DR/N2/41
D.1873

TRANSMIS à Monsieur le Chef du Service EX
A toutes fins utiles.

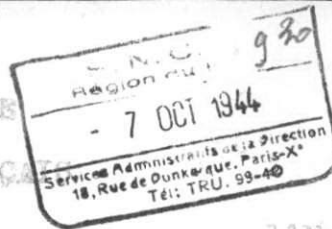
16 OCT 1944

Le Directeur,

by
signé: Hébert

SAM -7 OCT 44

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHÉMINES de FER FRANÇAIS



Service Central
du Personnel

1ère Division (2)

Communication à
retourner N°

Retourné à M. Le Directeur
du Service Central P.
1ère Division (2)

PARIS, 1e

*Le Vénérable
nous en gâche au sujet
de cet agent ?
H10*

Communiqué à Monsieur le Directeur de

l'Exploitation de la Région du Nord, ~~le priant d'examiner et de me renseigner pour la suite~~
(Lettre de M. Courty, 53 Rue d'Herblay à Taverny, signalant
la part active dans le groupe "Liberation" (Secteur Nord), prise,
au cours des récents événements, par M. Wichene, Simon,
Employé à la Région Nord).

PARIS, 1e / 6 OCT 1944 HH
Le Directeur du Service Central P.

L'Ingénieur en Chef
au Service Central du Personnel

*11-10-44
H. Hardy
no. 10 bonbons
autres fins utiles.*

A. 1873.

A.R. 2

Wicke, Adrien

(För Vauderouyssen)

S. N. C. F.
Région du NORD

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S. N. C. F.
par les autorités d'occupation

NOM **WICKE**
Prénoms **Adrien, Roger, Pierre**
Grade à la S. N. C. F. **manoeuvre auxiliaire**
Résidence de service **Lens Traction**
Date d'entrée à la S. N. C. F. **18/1/40 au 30/6/40 (licencié pour suppression
d'emploi) réadmis le 9/11/40**
Date et lieu de naissance **14/10/1920 à Ruby St Leu (PdeC)**
Domicile civil **AVIGN (PdeC) 3 avenue de France**
Situation de famille **célibataire**
Qualités professionnelles **bon agent**
Services militaires **Néant**
Grade, campagnes, citations, blessures **Néant**
Affiliation politique (s'il y a lieu) **néant**
Date de l'arrestation **19 juin 1942**
Motif de l'arrestation **activité subversive**
Condamnation **6 mois d'emprisonnement**
Date, tribunal, motif **19 juin 1942
Kommandantur de Béthune
activité subversive**
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en
cassation
Lieu d'assignement **Prison de Béthune**

SW 73.

27 JUIN 1942

Service Central du Personnel
M. Duboulay
Le Directeur

Signé . **CAMBOURNAC**

D. 1873 SK²

Willerval. Andie

AGENTS se PROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : **WILLERVAL** André, Bernardin

Grade : **Manoeuvre**

Etablissement (1) : **Atelier d'Entretien de LENS**

Né le : **5 septembre 1896**

Commissionné le : **10 mars 1938**

Situation de famille (2) : **Marié, mais le conjoint n'habite plus sous
le toit de l'agent.**

**WILLERVAL a 2 enfants : Jeanne, Marie, née le 29 août 1922, sans empl.
Denise, née le 26 octobre 23, sans empl.**

Absent du (3) : **25 juillet 1941** au (4) :

Motif de l'absence (5) : **Arrestation dans la soirée du 24 juillet 1941
par ordre des autorités occupantes, sur les indications de sa maîtresse
qui l'a signalé aux autorités allemandes comme communiste.**

N'a pas contrevenu aux règlements de la S.N.C.F.

Pas de suite judiciaire française.

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

Salaire, primes, indemnités fixes : 1608

Allocations familiales et salaire unique : 19 (pensionné)

1627

Observations du service : **Aucune démarche n'a été faite pour sa
libération.**

DR/N²/41 - D 1373

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P 5329 du 15 mai 1941, Un secours lui
est accordé et sera renouvelé.

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

29 DEC 1941 Signé : CAMBOURNAC

S.N.C.F.

Région du Nord

Le Directeur
de

l'Exploitation

DR/N.2741

Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands



Le

6 OCT 1942

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements
concernant le manœuvre Willerval

André de Vess

que je vous ai adressée le 29 Décembre 1941

Cet agent, incarcéré par les autorités
d'occupation depuis le 24 Juillet 1941
a été libéré le 24 Septembre 1942 et a re-
pris son service 13 Septembre 1942

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot

S.P.D.N.
Région du NORD
Matériel et Traction
Subd^{re} du Personnel

La Chapelle, le 23 OCT 1942

S.P.D.N. Monsieur le Chef des Services
Administratifs
à PARIS

S.N.C.F.
RÉGION DU NORD
- 5 OCT 1942
DIRECTION de L'EXPLOITATION
SERVICES ADMINISTRATIFS

WILLERVAL André, manoeuvre à
Lens (V.W.) - Libération.

Cet agent, qui avait été in-
carcéré le 24 Juillet 1941 par les
autorités allemandes comme co-auteur
et instigateur d'un acte de sabotage
commis sur la voie ferrée, - ligne
Lens-Arras - a été libéré le 24
Septembre 1942.

WILLERVAL, qui s'est présenté
le 25 à son service, a demandé
l'autorisation de s'absenter jus-
qu'au 29 Septembre afin de recher-
cher les vêtements et papiers qui
lui ont été enlevés lors de son
arrestation.

Il a repris son service le
30.9.42.

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel

5.10
L. Martin



S.N.C.F.

Région d **u NORD**

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les autorités d'occupation

NOM : **WILLERVAL**

Prénoms **André, Bernardin**

Grade à la S.N.C.F. **Manceuvre**

Résidence de service **LENS**

Date d'entrée à la S.N.C.F. **22.2.1938**

Date et lieu de naissance **5 septembre 1896 à AVION (pas de C.)**

Domicile civil **AVION , 15 rue Pasteur**

Situation de famille **marié- 2 filles 19 et 18 ans**

Qualités professionnelles **Normales**

Services militaires **appelé le 8.4.15 - Libéré le 14.9.17**
(grade, campagnes, citations, **(soldat de 2^e classe - 8^e RI-Campagne**
blessures) **(contre l'Allemagne 1914/18 - médaille**
Militaire - mutilé de guerre 85 %
ex-Conseiller municipal communiste
d'Avion - ex-membre du parti communiste

Affiliation politique (s'il y a lieu) **d'Avion - ex-membre du parti communiste**

Date de l'arrestation **24 juillet 1941**

Motif de l'arrestation **Sabotage commis le 24/7 sur la voie**
ferrée LENS-ARRAS - arrêté comme co
auteur et instigateur de cet attentat

Condamnation

Date, tribunal, motif

Éléments de toute nature susceptibles
de justifier un recours en
grâce

Lieu d'internement **Prison d'ARRAS.**

Nom du défenseur

D 1873

SR 2

Uhlich, Francois

—

COPIE pour M. le Chef des Services Administratifs
de la Direction

Ci-joint, fiches de renseignements



Le Chef de la Subdivision du Personnel

Dranny

- 4 JUIN 1943

Monsieur le Chef de la Division
du Mouvement,

EX.N.sp. 4 A/1
D. 55.807

Arrestation par
les autorités
allemandes

VR. : EX.N.m. p.1
du 25 Mai 1943

Suite à votre note rappelée ci-contre

Je prends note que M. UHLRICH, François, Contrôleur Technique à la Division du Mouvement (S.D.P.) a été mis en état d'arrestation par les autorités allemandes dans la soirée du 24 Mai 1943 et j'interviens pour la suppression de la solde de cet agent à compter du 25 Mai 1943.

Pour permettre de déterminer le régime de solde à appliquer à l'intéressé pendant la durée de son incarcération, je vous serais obligé de tenter de recueillir rapidement des précisions sur les faits ayant motivé son arrestation et de me les communiquer.

Signé: DELANNOY

S.N.C.F.

Région d

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation

NOM : : UHLRICH

Prénoms : François

Grade à la S.N.C.F. : Contrôleur Technique

Résidence de service : PARIS (Division du Mouvement - E.B.D.)

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 18 Juin 1919 (comme attaché à l'essai à STRASBOURG)

Date et lieu de naissance : 31 Janvier 1897 à STILL (Bas-Rhin)

Domicile civil : 11 rue de Chabrol - PARIS (Xe)

Situation de famille : Divorcé, sans enfants.

Qualités professionnelles :

Services militaires (du 1/12/1916 au 23/12/1918 (Armée allemande).
(grade, campagnes, citations, blessures))

Affiliation politique (s'il y a lieu) {

Date de l'arrestation : 24 Mai 1943

Motifs de l'arrestation { Non précisés. Il s'agirait de faits étrangers au Service.

Condamnation :

Date, tribunal, motif {

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce {

Lieu d'internement : - 7 JUIN 1943

Nom du défenseur :

D. 1873

J.P. - un Suisse
E. Luiten

Signé : CAMBOURNAC

COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs
de la Direction

En lui précisant que M. UHLRICH a été libéré le 17 Juillet
1943. Le motif de l'arrestation de cet agent est toujours
inconnu mais je tente de recueillir des renseignements.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

Chevrier

22 JUIL 1943

EX.N.SP.4 A/1

D.55.907

Arrestation par les
Autorités allemandes



Monsieur le Chef de la Subdivision de la

Comptabilité N.3.

Suite à ma communication téléphonique du 23 Juin 1943
M. UHLRICH, François, Contable Technique à la Divi-
sion du mouvement, qui était écarté de ses fonctions é-
puis le 25 Mai 1943, du fait de son arrestation par les
Autorités allemandes, a repris ses fonctions le 20 Juil-
let 1943 après libération.

Je vous serais obligé :

- de faire payer d'urgence à l'intéressé la solde à laquelle il a droit pour la période du 1er au 24 Mai 1943 inclus ;
- de lui faire verser également pendant son absence du 25 Mai 1943 au 17 Juillet 1943 durant laquelle sa solde est supprimée, une allocation égale à la moitié de ses appointements.

Sur cette allocation devront être opérées les rete-
nues pour Caisse des Retraites et Caisse de Prévoyance,
lesquelles retenues seront versées à ces Caisses. L'allo-
cation subira également les retenues fiscales et sera
déclarée au fisc.

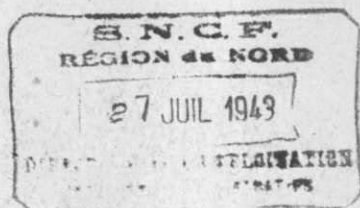
Signé : CHEVRIER

23 7

Chevrier

S.N.C.F.
Région ~~du~~ Nord

Le Directeur
de
l'Exploitation



27 JUL 1943
Le

DR/N.2/41
D. N° 1873
Libération d'agent
incarcéré par
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-
nant M. Uhlich, François, Con-

solier Technique à Paris (Mouvement)
que je vous ai adressée le 7 Juin 1943.

Cet agent, incarcéré par les autorités
d'occupation depuis le 24 mai 1943.
a été libéré le 17 Juillet 1943 et a repré-
son service le 20 Juillet 1943.

Le Directeur de l'Exploitation,
Signé : CAMBOURNAC

S.N.C.F.

Le 2 AOU 1943 G.

Région du Nord

S.N.C.F.
RÉGION DU NORD

2 AOUT 1943

DR/N.2

EXPLOITATION
ADMINISTRATIVE
En retour à Monsieur CHEVRIER,

M. ULRICH a été traité aussi favorablement qu'il pouvait l'être puisqu'il a été prévu (voir memento de la réunion tenue le 22 Septembre 1942 au Service central P) que les agents célibataires sans charges de famille ne doivent recevoir que la 1/2 allocation accordée aux agents détenus.

Il est évident que les divorcés sans enfant doivent être assimilés aux célibataires.

/L'Ingénieur en chef,

S. Berry

Ulrich a touché la 1/2 allocation

Délégation Technique
auprès de
l'E.B.D. Paris-Nord

EX.N.m/r¹ - M 2013

EX.N.g.p.4 A/1
D 55.807
du 22/7/43

Paris, le 3 Août 1943.

Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel de l'Exploitation

L'E.B.D. Paris-Nord n'a jusqu'à présent donné aucune suite aux demandes de renseignements concernant l'arrestation de M. UHLRICH.

Par ailleurs, lors de sa libération, M. UHLRICH a reçu des autorités allemandes la consigne formelle de ne rien révéler de ce qui avait trait à son incarcération.

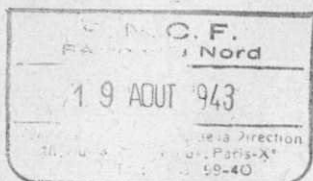
Dans ces conditions il ne paraît pas indiqué d'effectuer de nouvelle intervention auprès des services allemands pour tenter de recueillir les renseignements en question.

P. L'Inspecteur Principal
chargé de la Liaison Paris-Nord
(s) JOISSON.

EX.N.g.p.4A/1

D. 55.807

Arrestation par
les Autorités
allemandes



Paris, le 18 AOUT 1943

T R A N S M I S

à Monsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction

pour le tenir au courant, comme suite à ma note même référence du 27 Juillet 1943.

Plo Chef de la Subdivision du Personnel

Keraty

19 8
un autre

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

Le 10 AOÛT 1943 19

EXPLOITATION

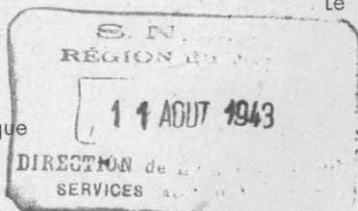
18, Rue de Dunkerque

PARIS - X*

Tél. : TRUDAINE

99 40, 99-41, 99-42, 99-43

Inter 33

Adresse Télégraphique
NAERNORDMonsieur le Chef des Services
Administratifs de la Direction.

EX.N.gp 5 A/6

Suite à ma lettre EX.N.gp 4 A/1
D.55.807 du 27 Juillet concernant M. UHLRICH
François, contrôleur technique à la Divi-
sion du Mouvement, qui sollicite le paie-
ment de sa solde entière du 25 Mai au 20
Juillet 1943, période pendant laquelle il
a été incarcéré par les autorités alle-
mandes.

Par feuille E.603 ci-jointe, M. UHLRICH
demande également à ce que les allocations
de déplacement dont il bénéficie au titre
de la catégorie A de l'Avis Régional du
12 Juin 1941 et qu'il n'a pas perçues pen-
dant la dite période, lui soient versées
sur prochaine fiche de solde.

Je vous serais obligé de vouloir bien
me faire connaître votre décision.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "Chenon".



17 AOU 1943

EN RETOUR

à Monsieur le Chef de la Subdivision
du Personnel EX.

Les indemnités de déplacement
dont bénéficie M. UHLRICH au titre de
la Catégorie A de l'Avis régional du
12 Juin 1941 constituent un élément
de la rémunération actuelle de l'inté-
ressé.

Il convient donc de les faire
entrer en ligne de compte dans le
calcul de l'allocation qui est accordée
à cet agent pour la période pendant
laquelle il a été incarcéré par les
autorités allemandes.

Il est bien entendu que ladite
allocation est réduite de moitié
pour M. UHLRICH qui est divorcé, sans
enfant, ainsi que je vous l'ai déjà
indiqué par ma lettre du 2 courant.

Signé : Oudot

$12/8$

۵

25
Luis accords to L. Aris Ag.
of location 13/8 of
the mother

120

Ln

13/4

h1/2

25

me montrer à quel titre
il bénéficie de l'air régional
en disant les restrictions
concernant les incarcérés
au sujet du malade

W. H. R. R. R.

Prince of Abs. unguine
Dimitri's son

enfant = indemnité
de secour.
claus.

1/2 sec

Von Klausur

W 8/2/8

42

4

17	2.0
----	-----

10

Oct. 1873

(Ske

att

Zarb, Raymond.

S.N.C.F.

Région d **NORD**

---:---

Renseignements à fournir
en cas d'arrestation d'un agent de la
S.N.C.F. par les autorités d'occupation

---:---:---

NOM : **Z A R B**

Prénoms..... **Raymond - Antoine**

Grade à la S.N.C.F..... **mineur auxiliaire A/Ouvrier**

Résidence de service **TERGNIER**

Date d'entrée à la S.N.C.F..... **9 Novembre 1942**

Date et lieu de naissance **17 Mars 1923 à VILLIERS-ST-FREDERIC**
Rues du Pontel (S. & C.)

Domicile civil..... **22, Avenue des Anglois-GUESY-Cité(Aiane)**

Situation de famille..... **Célibataire**

Qualités professionnelles..... **Bonnes**

Services militaires.....
(grade, campagnes, citations,
blessures).....
.....
.....
.....

Affiliation politique (s'il y a lieu).....
.....
.....

Date de l'arrestation..... **29 JANVIER 1944 vers 11h.45.**

Motif de l'arrestation..... **Appréhendé à son travail par les auto-
rités locales de la DR. Aurait été trou-
vé porteur d'un revolver allemand chargé.
A été blessé en cours de route par les
soldats allemands alors qu'il tentait de
s'enfuir.**

Condamnation.....
.....
.....

Date, tribunal, motif.....
.....
.....

Eléments de toute nature susceptibles
de justifier un recours en
grâce.....
.....
.....

Lieu d'internement..... **Soigné à l'Hôpital de ST-QUENTIN sous
la surveillance allemande.**

Nom du défenseur.....

Libéré le 11.4.45

Rapatrié le 28.4.45.

Reprise service 28.5.45

- 9 FEV 1944

Signe : CAMBOURNAG

En traitement à la maison de repos

des déportés à Gibescourt par Montescourt (Aiane)

S.C.P. avis par bordereau collectif le 6.9.45
d'avis D. Bouché Camille.

TERGNIER, le 2 FEVRIER 1944.



P. N° I027.

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
(Subdivision du Personnel)
à LA CHAPELLE.

- ZARB Raymond, Mineur auxiliaire A/Ouvrier
à TERGNIER -
- ARRESTATION PAR LES AUTORITES ALLEMANDES -

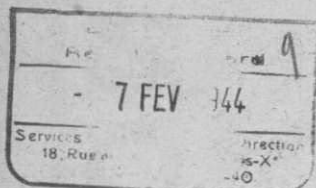
Le 29 Janvier 1944, vers 11h,45, alors qu'il se trouvait au travail, l'auxiliaire ZARB Raymond de l'atelier de TERGNIER a été appréhendé par les autorités locales de la Deutsche Reichsbahn.

D'après les renseignements fournis par cette dernière, ZARB aurait été trouvé porteur d'un revolver chargé, d'origine allemande.

Remis ensuite aux membres de l'armée d'occupation pour être conduit en gare, cet auxiliaire en arrivant à proximité de la passerelle tenta de s'enfuir et fut blessé par des coups de feu tirés par les soldats qui l'accompagnaient.

ZARB est actuellement soigné à l'hôpital de ST-QUENTIN sous la surveillance allemande.

Je vous adresse, ci-joint, la feuille de renseignements habituelle établie en 4 exemplaires, ainsi que la fiche cartonnée chamois (en double exemplaire) et vous tiendrai au courant des renseignements complémentaires que je pourrai recueillir sur cette affaire.



L'Ingénieur
Chef de l'Arrondissement
du Matériel,

Transmis à Monsieur Oudet

A l'effet de renseignements.

*Ci-joint Notice de renseignements en 3^e et
à 'fiche chamois'*

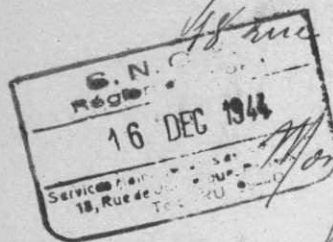
5 FEV 1944

L'Ingénieur Principal
Chef de la Subdivision du Personnel

*Le
Préposé
à l'entretien
7-9 5-8*

Orchies le 11 Décembre 1944

Monsieur le Directeur de
l'Exploitation de la
Région du Nord S.N.C.F.
48 rue de Dunkerque Paris 10^{me}



Monsieur le Directeur

J'ai l'honneur de vous informer
que mon fils Zarl Raymond aide ouvrier
ajusteur à Cergnier Voitures et Wagon a
été mis en état d'arrestation par les
Allemands le 29 janvier 1944 sous
l'inculpation de détention d'armes
Il avait sur lui sa fiche de paye de
janvier qui a dû être saisie et depuis
cette date, nous n'avons reçu aucune
somme.

Or j'ai appris que Monsieur le Directeur
général a décidé récemment que les
agents même les auxiliaires qui ont dû
cesser leur service parce qu'ils ont été
incarcérés par les Allemands pour
action de résistance (et c'est le cas de

mon fils) devraient être considérés
comme étant restés en service et qu'il
leur serait payé la rémunération qu'ils
auraient eu s'ils étaient restés en service
je ne comprend donc pas pourquoi, je
ne bénéficie pas de cette mesure
je me permets d'appeler votre attention
sur le fait que je suis sinistré de
Cergnier j'ai dû évacuer ma famille
à Ercheu (Somme) et que moi-même, je
suis occupé à Roye où j'ai déjà pris
pension pendant plusieurs mois à
l'heure actuelle je rentre chez moi par
le train économique correspondant
avec celui de Roye mais je ne sais si je
pourrais continuer car il va y avoir
des trains de suppression sur l'économique
cette situation occasionne des frais
supplémentaires rendus d'autant plus
difficiles à supporter que je suis privé
de l'aide que m'apportait la solde de
mon fils Raymond

J'ose espérer que vous voudrez bien examiner
spécialement ma situation et je vous prie
de croire

Monsieur le Directeur à l'assurance de mon
respectueux dévouement Pierre ~~Trisler~~ CMC
Zarb Pierre rue du Martyr
Ercheu (Somme)



19 DEC 1944

Transmis
à M. le Chef du Service M.T.

DR. N2. 41
-DY873

en le priant de me renseigner
sur les conditions dans lesquelles les
notes P-1258 du 8-11-44 et P-1271
du 13-11-44 ont été appliquées au mineur
auxiliaire aide-ouvrier Jarb Raymond
de Targues V.W., et de me faire
parvenir un projet de réponse à ma
signature.

Signé: OUDOT

PARIS, 1^{er} 30 DEC 1944

GT

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAISS. N. C. F.
Région du Nord

M.T. 8

[-2 JANV 1945]

RÉGION du NORD

Services Administratifs de la Direction
18, Rue de Dunkerque, Paris, 20.
Tél. : TRUSERVICE DU MATÉRIEL
ET DE LA TRACTIONMonsieur le Directeur
à PARIS

R. C. Seine 276.448

A3 n°

ZARB Raymond, AUXILIAIRE AIDE-OUVR.
A TERGNIER (V.W) - INCARCERATION PAR
LES ALLEMANDS - ALLOCATION MENSUELLE.Ci-joint, en retour, lettre de
réclamation du père de l'intéressé et
projet de réponse à votre signature.Conformément aux dispositions de
la note DR/N2/41 du 16.12.44 de
M. OUDOT, des instructions vont être
données pour le paiement à la famille
des auxiliaires déportés en Allemagne,
d'une allocation mensuelle au moins
égale aux 3/4 de la rémunération.Jusqu'ici les dispositions de la
lettre P.1271 n'avaient pas été appli-
quées à cette catégorie d'agents,
M. FATALOT questionné verbalement ayant
fait connaître à M. FLORENTIN que nous
ne devions pas faire jouer la mesure
dans le cas des auxiliaires.1'Ingénieur en Chef,
Chef du Service
du Matériel et de la Traction

Wally

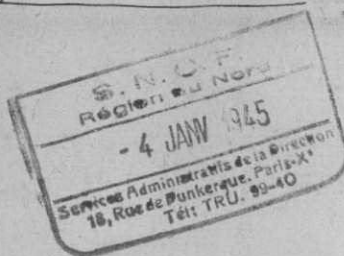
Ingenieur, adj.
à M. Fatalot
et rédacteur
de la P1241
à confirmer
que la P1271
s'applique aux
auxiliaires, comme la
P1259 ("agents du cadre permanent ou
auxiliaires" : 1943)

M. F. Fatalot

47822 S.C.I.F.-Paris - 207E 22210 - 12-41

Copie fte au S^e M.T.

- 4 JANV 1945



PARIS

- 4 JANV 1945

DR. Nr. 41-D 1873

Monsieur le Directeur

à Monsieur ZARB Pierre

Rue du Martroy

à ARCHEU (Somme)

En réponse à votre lettre du 11 décembre 1944, je vous informe que des instructions sont données pour vous verser, avec rappel du jour de l'incarcération de votre fils, une allocation égale aux trois quarts de sa rémunération d'activité.

Signé : HÉBERT

D 1873

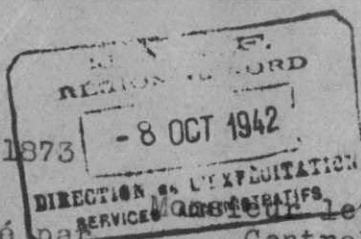
DR²

ZUTTERMAN Felice

Renseignements à fournir
En cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.
par les Autorités d'occupation

25 SEP 1942

8 OCT 1942



DR/N2/41-D.1873

Agent arrêté par le Directeur du Service
les Allemands. Central du Personnel

Suite à ma transmission du 25
Septembre 1942 de la notice de rensei-
gnements concernant le cantonnier
ZUTTERMAN, Félix, de HAUBOURDIN.

Des précisions qui viennent de me
parvenir, il résulte que l'intéressé a
été arrêté à son domicile à HAUBOURDIN,
et non à CALAIS, comme l'indiquait la
notice.

Les membres de la famille signalés
comme arrêtés sont deux cousines qui ont
été également incarcérées à la prison
de LOOS.

P. le Directeur,

S. Berry

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

Liaison Permanente

~~XXX~~ ARRONDISSEMENT

avec l'E.B.D. LILLE

P.1 N° LILLE, 126 Octobre 19 42

Monsieur le CHEF de l'ARRONDISSEMENT
de la VOIEà LILLE

Votre lettre s/n° du 29 Septembre concernant le Cantonnier ZUTTERMAN, Félix, d'HAUBOURDIN (détaché au DM⁴ à CALAIS) arrêté par les Autorités allemandes à son domicile à HAUBOURDIN le 20 Septembre dernier.

Veuillez trouver sous ce pli, la réponse de l'E.B.D. à ma lettre du 3 courant tendant à connaître les motifs de cette arrestation.

Le Représentant de la S.N.C.F.
auprès de l'E.B.D. LILLE.

*Personnel
Zutterman Félix
cantonnier*

*Labauche
+ Lille le 27.10.1942*

incarcéré par les A.A.

*François & Maurice Paradis
Chef de la Section des Secrétaires
et du Personnel*

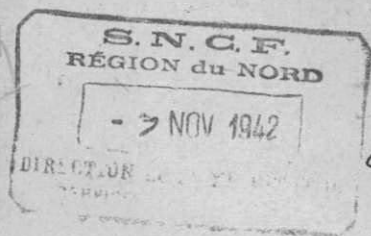
pour le tenir au courant suite à mes notes

le 29.9.1942

1942

VBN/gfb2 57
affaire ZUTTERMAN

6 Novembre 1942



Transmis à Monsieur le
Chef des services administratifs
pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat
et du Personnel du Service de la Voie .

[Signature]

7 " h
un quart
attendu

Paris, le 17 Octobre 1942



LETTRE-REPONSE

Monsieur le Directeur,

Suite à la demande de secours ci-jointe, présentée en faveur de M. ZUTTERMAN Félix, Cantonnier à HAUBOURDIN.

M. ZUTTERMAN a été arrêté le 20 septembre 1942 par les autorités allemandes avec motif présumé "intelligence avec l'ennemi". Il a été incarcéré à la prison de LOOS.

L'intéressé est âgé de 29 ans, marié et père d'un enfant de 5 ans. Il ne reçoit aucun salaire depuis son arrestation.

Etant donné que le motif de l'arrestation n'est pas ^{definitivement} établi et que l'intéressé ne s'est jamais signalé par des menées politiques extrémistes, j'estime qu'il peut être classé, au point de vue secours, dans la catégorie A, paragraphe 1^o de l'annexe à votre lettre du 5 janvier 1942.

Je vous propose, en conséquence, de lui attribuer un secours qui se décomposerait comme suit:

Part sur la rémunération : $\frac{26.950 \times 75}{100 \times 12} = 1.684 \text{ frs}$

Allocations familiales : $2.508 : 12 = 209 \text{ frs}$
Total : 1.893

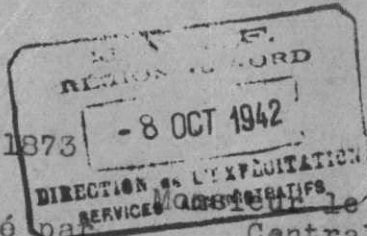
La somme à payer serait, pour la période du 20 au 30 septembre :

$\frac{1.893 \times 11j.}{30 j.} = 694 \text{ frs.}$

Je vous serais obligé de vouloir bien autoriser le paiement de cette somme et me confirmer que vous êtes d'accord pour attribuer le secours mensuel de 1.890 frs. à partir d'octobre 1942.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

Monsieur le Directeur de la Région NORD.



8 OCT 1942

DR/N2/41-D.1873

Agent arrêté par les Allemands. Monsieur le Directeur du Service Central du Personnel

Suite à ma transmission du 25
Septembre 1942 de la notice de renseignements concernant le cantonnier
ZUTTERMAN, Félix, de HAUBOURDIN.

Des précisions qui viennent de me
parvenir, il résulte que l'intéressé a
été arrêté à son domicile à HAUBOURDIN,
et non à CALAIS, comme l'indiquait la
notice.

Les membres de la famille signalés
comme arrêtés sont deux cousines qui ont
été également incarcérées à la prison
de LOOS.

P. le Directeur,

S. Berry